

Programmes de la SCHL :

Le Québec perdant sur toute la ligne

Québec, le 11 avril 2024 – La députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola a dénoncé le peu d'investissements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) au Québec, alors que le Québec est plongé en pleine crise du logement. Selon les porte-parole, quand Ottawa choisit les projets, le Québec est lésé.

Des chiffres obtenus par le Bloc Québécois confirment que le Québec n'a reçu que 14,05% des sommes prévues aux programmes de construction de logements de la SCHL et seulement 6,2% des sommes (464,9 millions \$ sur 7,5 milliards \$) pour le plus récent des programmes mis en place : le Fonds pour le logement abordable. Le Québec représente toutefois 22% de la population et 31% des besoins en logement, toujours selon la SCHL.

« Alors que le Québec traverse une crise du logement historique, il est révoltant de voir la SCHL investir aussi peu au Québec, alors que 31% des besoins en logement se trouve chez nous! On parle de milliards déboursés ailleurs au Canada pendant que les projets en attente de financement s'accumulent au Québec. Ce n'est pas seulement un débat théorique, c'est maintenant concret : quand Ottawa choisit et gère des programmes en logement, le Québec est perdant. Ottawa doit cesser de multiplier les programmes en logement et laisser Québec choisir, en lui réservant des sommes, afin que cette iniquité soit corrigée », a dénoncé Julie Vignola.

Les données, transmises par la SCHL en réponse à une question formulée par le député Ste-Marie en comité parlementaire, incluent aussi le Programme de prêts pour la construction d'appartements, que le gouvernement Trudeau entend bonifier à hauteur de 15 milliards dans le prochain budget. Pour ce dernier programme, la part du Québec se situe à 15,34% (2,7 milliards sur 17,6 milliards), encore en deçà de sa population.

« À Ottawa, le Québec est perdant sur toute la ligne, c'est clair et confirmé. Alors que les libéraux multiplient les ingérences dans les compétences du Québec, particulièrement en logement, il est d'autant plus préoccupant de constater que le Québec n'obtient pas la part qui lui revient des programmes mis en place. La demande du Bloc est claire : le Québec doit obtenir son dû. Les sommes prévues doivent être réservées au prorata de la population québécoise et c'est le Québec qui doit choisir les projets retenus », a réclamé la députée Vignola.

« La crise du logement est plus vive que jamais et frappe toutes les régions du Québec : il est inacceptable de voir le Québec délesté de sa juste part : Ottawa doit rétablir un financement juste et laisser Québec gérer sa compétence! », a conclu la députée de Beauport-Limoilou.

Pour consulter les données obtenues, suivez ce lien :
<https://www.blocquebécois.org/donneescrisedulogement>